

**Sous-section 6.—Dettes nationale.**

A la date du 31 mars 1914, la dette publique du Canada s'élevait à \$544,391,369, mais après en avoir déduit un actif compensateur de \$208,394,519, elle était ramenée au chiffre net de \$335,996,850. Cette dette relativement légère avait été encourue presque en entier, soit par des travaux publics d'utilité générale, tels que les chemins de fer Intercolonial et Transcontinental et les canaux, lesquels constituent un actif quoique non réalisable, soit comme subventions à certaines entreprises, comme le chemin de fer Canadien Pacifique; ces entreprises tout en n'appartenant pas au gouvernement ont grandement contribué au développement du pays et, par conséquent, à l'accroissement de sa richesse. C'était donc, en fait, une dette encourue pour des objets productifs; la plus grande partie se trouvait entre des mains étrangères, le principal de la dette consolidée de la Puissance payable à Londres au 31 mars 1914 atteignant \$302,842,485, contre \$717,453 payables au Canada.

La complète transformation de notre dette nationale au cours de 21 années, 1914-1936, se caractérise ainsi: (1) augmentation énorme, la dette nette étant passée de \$335,996,850 à \$3,006,100,517; (2) l'argent emprunté ayant servi à couvrir les dépenses de guerre, n'est représenté par aucun actif correspondant; (3) les obligations du gouvernement canadien sont actuellement détenues en majeure partie par notre population, une somme de \$2,401,659,735 étant remboursable au Canada le 31 mars 1936.

**Opérations récentes sur la dette fondée.**—Un aperçu des conversions et autres opérations sur la dette fondée entre 1931 et 1934 a paru dans l'Annuaire de 1934-35, pp. 922-923 et sur la dette fondée en 1935 aux pages 879-880 de l'Annuaire de 1936 et entre 1914 et 1930, aux pages 853-854 de l'Annuaire de 1933. Ce qui suit continue cet aperçu jusqu'au 31 mars 1937.

Le 3 juin 1936, une émission de \$134,703,000 fut lancée au Canada pour fins principales de réemprunt, ne laissant en emprunts nouveaux qu'une somme de \$22,000,000. Le solde servit au rachat d'obligations à 1½ p.c. échues le 15 septembre 1936, à 2 p.c. échues le 15 octobre 1936 et à 5 p.c. échues le 15 novembre. Cette nouvelle émission avait deux échéances: obligations 1½ p.c., quatre ans, rendement 1.63 p.c., et obligations 3¼ p.c., trente ans, rendement 3.30 p.c. Les souscriptions en argent ne furent acceptées que pour les obligations de la deuxième échéance.

Le 10 septembre 1936 une autre émission importante de \$100,000,000 à deux échéances a été vendue au Canada: \$45,000,000, 1 p.c., 4½ ans, rendement 1.40 p.c. et \$55,000,000 en obligations perpétuelles à 3 p.c. (rappelables dans 30 ans), rendement, 3.11 p.c.

La troisième émission importante lancée au cours de la dernière année fiscale, fut offerte sur le marché de New-York le 21 janvier 1937. Cette émission s'élevant au total, à \$85,000,000, a deux échéances: \$30,000,000, 2½ p.c., 7 ans, vendus au public à 99½ et devant rapporter 2.39 p.c., et \$55,000,000, 3 p.c., 30 ans, vendues à 98, rendement approximatif de 3.10 p.c.

Le but de cette émission est de procurer la majeure partie des sommes nécessaires au rachat d'une émission de \$89,787,000 d'obligations de guerre à 5 p.c., échue le 1er mars 1937, payable au Canada et à New-York. On croit que la majeure partie de cette émission a été vendue aux Etats-Unis. Le reste des fonds nécessaires au rachat de l'émission échue fut puisé à même le Trésor du Dominion. L'émission de \$33,293,000, 5 p.c., d'obligations sur terres scolaires, échue le 1er juillet 1936, et détenue par le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, a été renouvelée pour un an à 4 p.c.